

Convention collective d'arrondissement

IDCC : 1604. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
(ROUEN ET DIEPPE)**

(29 mai 1991)

(Bulletin officiel n° 1991-6 bis)

(Etendue par arrêté du 25 octobre 1991,
Journal officiel du 30 octobre 1991)

■ *Journal officiel* du 29 juin 2006

**Arrêté du 21 juin 2006 portant extension d'un accord conclu dans le
cadre de la convention collective des industries métallurgiques
des arrondissements de Rouen et de Dieppe (n° 1604)**

NOR : SOCT0611353A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 25 octobre 1991 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 18 novembre 2004, portant extension de la convention collective des industries métallurgiques des arrondissements de Rouen et Dieppe du 29 mai 1991 et d'accords qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 1^{er} septembre 2005 relatif aux rémunérations annuelles garanties, à la prime d'ancienneté et à l'indemnité de transport, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 31 mai 2006 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques des arrondissements de Rouen et Dieppe du 29 mai

1991, tel qu'étendu par l'arrêté du 25 octobre 1991, et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'accord du 1^{er} septembre 2005 relatif aux rémunérations annuelles garanties, à la prime d'ancienneté et à l'indemnité de transport, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 juin 2006.

Pour le ministre et par délégation :
La sous-directrice de la négociation collective,
E. FRICHET-THIRION

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2004/48, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.